



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-85180>

Département(s) de publication : **95**

Annonce n° **24-85180**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Commune de Domont

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : MARCHE PUBLIC D'ASSURANCE "RISQUES STATUTAIRES" DE LA COMMUNE DE DOMONT

**Description** : La présente mise en concurrence a pour objet le choix : -du (ou des) intermédiaire (s) d'assurances (Agent Général ou Courtier) qui sera(ont) chargé(s) du placement des contrats, de leur gestion et du règlement des sinistres ; -de la (ou des) société(s) d'assurances mutuelles ou à forme mutuelle sans intermédiaires qui couvrira(ont) les différents risques d'assurances de la commune de Domont.

**Identifiant de la procédure** : dbc6765f-a216-43d3-bd65-f0a7979a228e

**Identifiant interne** : MP24005

**Type de procédure** : Ouverte

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )**: 66510000 Services d'assurance

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )**: 66512100 Services d'assurance accidents

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )**: 66512200 Services d'assurance maladie

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Ville** : Domont

**Code postal :** 95330

**Subdivision pays (NUTS) :** Val-d'Oise ( FR108 )

**Pays :** France

#### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires :** Conditions de retrait du Dossier de Consultation : Le dossier de consultation peut être téléchargé directement et gratuitement sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, la plateforme Maximilien à l'adresse suivante <https://marches.maximilien.fr>. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard le 13/09/2024. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation. Demande de renseignements : Pour tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite au plus tard le 09/09/2024 impérativement par l'intermédiaire du profil acheteur : <https://marches.maximilien.fr> Les renseignements complémentaires seront alors transmis aux opérateurs économiques au plus tard le 13/09/2024. Conditions de remise des offres : En application de l'article R 2132-7 du Code de la commande publique, la réponse sous format électronique est obligatoire via la plateforme <https://marches.maximilien.fr>. Les plis papiers réceptionnés par voie postale ou déposés en mairie contre récépissé seront déclarés irréguliers. Les plis électroniques seront à remettre avant la date et l'heure limites de remise des offres. les plis électroniques déposés hors délai ne seront pas examinés et seront déclarés irréguliers (et ce, même si la transmission du pli a eu lieu avant la date et heure limites de dépôts, sauf à ce qu'une copie de sauvegarde exploitable ait été transmise dans les délais précités). Les offres dématérialisées peuvent être accompagnées d'une copie de sauvegarde, qui doit être remise dans les délais impartis pour la remise des offres.

#### **Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : Les motifs d'exclusion sont indiqués dans le DCE.

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre :** MARCHE PUBLIC D'ASSURANCE « RISQUES STATUTAIRES » DE LA COMMUNE DE DOMONT

**Description :** La présente mise en concurrence a pour objet le choix : -du (ou des) intermédiaire (s) d'assurances (Agent Général ou Courtier) qui sera(ont) chargé(s) du placement des contrats, de leur gestion et du règlement des sinistres ; -de la (ou des) société(s) d'assurances mutuelles ou à forme mutuelle sans intermédiaires qui couvrira(ont) les différents risques d'assurances de la commune de Domont.

**Identifiant interne :** MP24005

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 66510000 Services d'assurance

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ) :** 66512100 Services d'assurance accidents

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ) :** 66512200 Services d'assurance maladie

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Ville :** Domont

**Code postal :** 95330

**Subdivision pays (NUTS) :** Val-d'Oise ( FR108 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

#### 5.1.3 Durée estimée

**Date de début :** 01/01/2025

**Durée :** 60 Mois

#### 5.1.6 Informations générales

**Il s'agit d'un marché récurrent**

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés :** Exigence dans le demande de participation

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

**Informations complémentaires :** En application des dispositions des articles L. 310-1 et suivants et L. 511-1 et suivants du Code des assurances, les prestations sont réservées à des Sociétés d'assurances et/ou d'intermédiaires en assurances.

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Autre

**Nom :** Renseignements relatifs aux interdictions de soumissionner

**Description :** Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants si besoin (Formulaire DC1 ) contenant les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise, tels que prévus à l'article R 2143-3 et suivants du Code de la commande publique, et notamment : -Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner -Les renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Description :** Le candidat atteste de ses capacités économiques et financières en produisant au minimum l'un des documents suivants : - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles

(Formulaire DC2 rubrique E1) - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels pertinents - Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** Le candidat atteste de ses capacités techniques et professionnelles en annexant au formulaire DC2 les pièces suivantes : - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature - Présentation d'une liste de références, faisant état des services similaires effectués au cours des trois dernières années, indiquant au minimum le destinataire public ou privé, et possiblement le montant, la date et la durée d'exécution. Les références pourront éventuellement être prouvées par une attestation des destinataires ou par une déclaration de l'opérateur économique. - Certificats de qualification professionnelle du candidat, (Attestation de l'Organisme pour le registre des intermédiaires en assurance (dite Attestation ORIAS ), attestation de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (dite Attestation ACPR), etc...)

**5.1.10 Critères d'attribution**

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** « Nature et étendues des garanties »

**Description :** Ce critère sera apprécié au regard des éventuelles réserves formulées par le candidat dans l'annexe à l'acte d'engagement intitulée « Bordereau des réserves au Cahier des clauses techniques particulières ».

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 50

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** « Moyens de gestion du contrat et des sinistres »

**Description :** Ce critère sera apprécié en fonction des réponses apportées au questionnaire annexé au Cahier des clauses techniques particulières.

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Prix

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

**5.1.11 Documents de marché**

**Adresse des documents de marché :** [https://marchesonline.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent\\_recherche.do](https://marchesonline.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_recherche.do)

### 5.1.12 Conditions du marché public

#### Conditions de présentation :

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://marches.maximilien.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 20/09/2024 à 16:00

**Date limite de validité de l'offre :** 120 Jour

#### Conditions du marché :

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué :** Après attribution, le groupement prendra obligatoirement la forme d'un groupement conjoint avec mandataire non solidaire.

**Informations relatives aux délais de recours :** Précisions concernant les délais d'introduction de recours : -Un recours en référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché par la personne publique, en application des dispositions des articles L. 551-1 et suivants et R. 551-1 et suivants du Code de Justice administrative. Ce recours n'est plus ouvert à compter de la signature du marché ; -Un recours en référé contractuel peut être introduit conformément aux dispositions de l'article L. 551-13 du Code de Justice administrative au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification mentionnées à l'alinéa qui précède, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat. Toutefois ce recours n'est pas ouvert au demandeur ayant fait usage du recours prévu à l'article L. 551-1 du Code de la Justice administrative dès lors que le pouvoir adjudicateur a respecté la suspension prévue à l'article L.551-4 du Code de la Justice administrative et s'est conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours ; -Un recours en référé suspension peut être introduit avant la signature du marché contre les actes détachables du contrat, en application des dispositions de l'article L.521-1 du Code de Justice administrative ; -Un recours gracieux peut être formé dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision contestée. Ce recours interrompt le cours du délai contentieux qui n'est susceptible que d'une seule prorogation ; -Un recours pour excès de pouvoir peut être introduit dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision ou de l'acte contesté, en application de l'article R 421-1 du Code de justice administrative. Pour le concurrent évincé, le recours pour excès de pouvoir n'est plus ouvert à compter de la conclusion du contrat ; -Tout concurrent évincé de la conclusion du contrat est recevable à former devant le juge

administratif un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires. Ce recours doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi ; -Tout tiers au contrat susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge administratif un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique : non**

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Versailles

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Cergy Pontoise

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Commune de Domont

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Commune de Domont

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif de Cergy Pontoise

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Commune de Domont

**Organisation qui traite les offres :** Commune de Domont

## Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Commune de Domont

**Numéro d'enregistrement :** 21950199600017

**Adresse postale :** 47 rue de la Mairie

**Ville :** Domont

**Code postal :** 95330

**Subdivision pays (NUTS) :** Val-d'Oise ( FR108 )

**Pays :** France

**Adresse électronique** : mp@domont.fr

**Téléphone** : 0139355522

**Profil de l'acheteur** : [https://marchesonline.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent\\_recherche.do](https://marchesonline.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_recherche.do)

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

#### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel** : Tribunal Administratif de Cergy Pontoise

**Numéro d'enregistrement** : 17950702500015

**Adresse postale** : 2-4 boulevard de l'Hautil - BP 30322

**Ville** : Cergy-Pontoise Cedex

**Code postal** : 95027

**Subdivision pays (NUTS)** : Val-d'Oise ( FR108 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

**Téléphone** : 0130173400

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

#### 8.1 ORG-0004

**Nom officiel** : Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différents ou litiges relatifs aux marchés publics de Versailles

**Numéro d'enregistrement** : 17750000600024

**Adresse postale** : sis Préfecture de la région Île-de-France - Préfecture de Paris -Direction des Affaires juridiques - 5, rue Leblanc

**Ville** : Paris cedex 15

**Code postal** : 75911

**Subdivision pays (NUTS)** : Paris ( FR101 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : pref-ccira-versailles@paris-idf.gouv.fr

Téléphone : 0182524272

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de médiation

## Section 11 - Informations relatives à l'avis

### 11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis** : e7d6e8c6-f6c0-4c26-b698-648beed0d3ff - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 18/07/2024 à 15:25

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### 11.2 Informations relatives à la publication

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 18/07/2024